

REPRESS ON SANGLANTE EN ESPAGNE

**l'impuissance
parlementaire
dévoile une fois de plus
l'imposture
des politiciens**

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 260

VENDREDI 16 MARS 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1896 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

ILS PARLENT de Paix ils préparent LA GUERRE

LES 24 heures de Bidault, la mission d'information de Guy Mollet, la formule de transactions de Queuille, l'idée du référendum populaire sur la loi électorale : un tour, deux tours, le choix d'un homme par l'électeur ou le vote pour une liste faite par le parti, l'appareillement au R.P.F. ou la stricte orthodoxie radicale, les élections dans deux mois, après le gouvernement de transitions ou les élections dans quelques semaines... Que de « faits », que d'« événements » depuis la chute du gouvernement Plevin...

De quoi s'agissait-il au fait ?
De voter une loi électorale qui, en supprimant les deux tours et la proportionnelle, ôterait une centaine de sièges au parti communiste à l'Assemblée nationale.
Il s'agissait et il s'agit de faire « l'Union nationale » qui préfigure les « grands massacres » et cette « union » des parlementaires, des bourgeois bien-pensants, des naciophages et des naciophobes s'avère difficile sans le consentement du M.R.P. et du parti socialiste.
Quoque parti de droite par les gros intérêts catholiques qu'il intéresse en lui, le M.R.P. qui doit sa fortune à la proportionnelle et à sa charte sociale, ne veut pas se couper des masses en se laissant entraîner dans une politique économique d'union sacrée avec la législation antiouvrière que cela comporte.
Pour des raisons plus classiques, quoique semblables, le parti socialiste ne veut pas permettre à sa droite d'entraîner tout l'appareil « socialiste » vers le réformisme pratique en condamnant définitivement le socialisme verbal qui sert

de lien entre ce qui est fait et qu'« on » voudrait faire.
La braderie continue et De Gaulle, prêt à participer au « grenouillage » (1), pour employer son expression, attend avec impatience cette fameuse liquidation. Mais, qu'a-t-il pu faire de plus l'homme du 18 juin ? Le problème n'est pas dans la nature, le caractère des hommes, disons des chefs de file, mais dans la nature, le caractère des institutions. Et l'on voit aujourd'hui De Gaulle, comme Hitler, comme Mussolini, comme Franco, comme Peron, employer une terminologie trouble où il est question de peuple souverain, de « chefs » et d'armée à refaire. L'histoire n'est vraiment pas originale.
Dévorés par l'appât du pouvoir, tourmentés par les voluptés qu'il donne, les politiques veulent tous, en se pressant, en se bousculant, en mettant sous les pas du concurrent dangereux la traditionnelle peau de banane, les politiques veulent tous faire leur petit tour de piste, celui-ci durerait-il 6 jours ou 6 heures. (Suite page 3 Col. 5)

PRESENCE et ACTION

LE 3^e Front, la troisième position, signifie d'abord, comme nous le précisons déjà voici quelques mois (1), une irréductible opposition aux deux impérialismes. Mais, ajoutez-nous, cela ne signifie nullement qu'il faille confondre les deux systèmes, ni assimiler les uns aux autres leurs partis respectifs :
Quand nous dénonçons l'impérialisme politique ou la mentalité préfaciste des U.S.A., leur achèvement vers la bureaucratie ou la brutalité militaire de Mac Arthur, nous ne prétendons pas, pour autant, que les peuples soumis au joug des Etats-Unis subissent le même sort que nos frères de Bulgarie, arrêtés et torturés par les fidèles de Staline et nous savons bien que les protestations des stalinistes d'Occident contre le réarmement de l'Allemagne entraînent au plus quelques arrestations tandis qu'en U.R.S.S. il n'est pas permis d'imaginer même qu'on puisse protester contre quelque chose. Quand nous dénonçons l'exploitation des travailleurs de l'U.R.S.S. et des pays satellites par la bureaucratie, leur effort d'armement nous n'affirmons pas pour cela que leurs partisans sont tous des hypocrites ou des traîtres et nous savons bien que la plupart d'entre eux, en Occident tout au moins, croient vraiment combattre pour le socialisme, alors qu'on ne peut faire le même crédit, toujours dans nos pays, à la plupart des partisans de Truman.
Deux ennemis différents nous condamnent à deux tactiques différentes.
Quelles sont ces tactiques ? Il s'agit, répétons-le, du côté U.S.A. d'attaquer surtout sur le plan social, de dénoncer sans répit le fâcheux réformisme, le réarmement payé par les travailleurs, la renaissance du patronat de combat, la morgue et la férocité des bourgeois nationaux qui croient pouvoir reprendre, à l'ombre d'Eisenhower, le peu qu'elles avaient concédé aux exploités. Il faut rapprocher de ce redressement des bourgeoisies l'alliance avec Franco. C'est là qu'il faut attaquer et non par la simple propagande ou sur le plan de réarmement de la seule Allemagne (comme si l'Allemagne était encore l'ennemi n° 1) comme le veut le parti « communiste » qui lance ses hommes les meilleurs dans des combats perdus d'avance et les livre ainsi à la répression. Mais il lui faut faire des martyrs et la défense réelle des travailleurs, de leurs salaires et de leur dignité est remise à plus tard.
Du côté U.R.S.S., c'est au contraire sur le plan politique qu'il faut mener le combat puisque sur le plan social l'expérience n'est pas possible. Il faut montrer aux travailleurs stalinistes que les militants du 3^e Front sont toujours les premiers pour les vrais combats ; il faut, inlassablement, apporter des témoignages sur l'épouvantable totalitarisme qui règne à l'Est, apporter des preuves sur les camps de concentration soviétiques et de l'Allemagne de l'Est, il faut rappeler l'activité antiouvrière du P.C.F. lorsqu'il avait ses ministres au pouvoir avec de Gaulle, il faut dénoncer sans relâche les machiavélismes de sa politique et montrer les conséquences des trahisons de 36 et de l'époque du « produire d'abord ».

(Suite page 2, 1^{re} col.)

Epuration à Prague

TOUT ne va pas pour le mieux dans le glacié soviétique. A l'heure même où Staline « se fait interviewer » par la « Pravda » et lance les apaisements rendus nécessaires par la politique douteuse des diplomates du Kremlin, la répression s'accroît derrière le rideau de fer.
Nous ne pleurerons pas sur le sort des Glénénis. Ceux-là ont fait leur jeu. Ils ont cru pouvoir s'associer sans danger au totalitarisme stalinien. Leur calcul est mauvais. Après avoir rendu tous les bons services, que demandait le guide en socialisme, après avoir eux-mêmes participé à l'extermination de l'opposition révolutionnaire et à l'exploitation forcée des masses travailleuses, les voici victimes de l'appareil policier qu'ils ont aidé à mettre en place.
Qu'importaient pour eux-là, — et nous pensons aussi à tous ceux qui ont déjà laissé leur peau, les Dimitrov, Rajk et Kostov, — la misère des tra-

PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE DE BARCELONE 300.000 travailleurs expriment leur haine du régime franquiste Franco ne parviendra pas à étouffer leur voix



Second et fulgurant éclair, en l'espace de quelques jours, dans les ténèbres qui enveloppent la terre Iberique ! Depuis treize ans, n'étaient parvenus d'Espagne que les échos de la douleur et de la rage qui animent son vaillant peuple, que les sinistres annonces de l'exécution de ses fils les meilleurs, capturés les armes à la main, et à l'avant-garde desquels les indomptables luttiers de la Fédération Anarchiste ibérique et de la C.N.T., soutenus par l'Internationale Anarchiste toute entière, ont conquis l'estime et l'amour de tous. Chacun, cependant, sentait que, tôt ou tard, ce peuple espagnol en son entier, infligerait au sanglant régime de Franco, face à un monde indifférent ou hostile, un désaveu passionné et vengeur. Or, ce moment est venu, où le peuple d'Espagne, soulevant la pesante chappe de plomb sous laquelle Franco et ses hommes l'écrasent, réussit à clamer sa haine du régime de misère et d'oppression.

Le 1^{er} mars déjà, la vaillante population catalane s'est fièrement dressée, malgré la terreur policière franquiste, contre l'augmentation des tarifs des transports. La sauvagerie policière ne parvint pas, en dépit de sanglantes exactions, à briser la volonté implacable du peuple, et ni les menaces, ni les mesures de terreur n'ont pu empêcher que la revendication populaire n'aboutisse.

Le 12 mars, forts de cette première victoire, les hommes de la clandestinité prennent la décision de décréter la grève générale et d'entraîner tous les travailleurs à la révolte : DES TRACTS SONT ALORS DIFFUSÉS DANS LES ENTREPRISES QUI, SOUS-DISANT AU NOM DES SYNDICATS PHALANGISTES, PRECONISENT LA GREVE GENERALE DE 24 HEURES et, malgré le démenti des syndicats officiels, QUELQUES GROUPES DE GREVISTES DECHARENT LE MOUVEMENT QUI FAIT TACHE D'HUILE AVEC UNE RAPIDITE EXTRAORDINAIRE ! Ces faits, dont aucune dépêche d'agence (Reuter ou A.F.P.) n'ont fait mention, non plus que la presse d'obédience stalinienne, semblent bien indiquer que l'on se trouve en présence d'un MOUVEMENT POPULAIRE ORGANISE, ce qui donnerait aux événements en question une signification toute particulière, d'autant plus que la presse anarchiste clandestine de Catalogne, notamment « SOLIDARIDAD OBRERA » et « RUTA », faisait état, avec particulièrement de vigueur ces temps derniers, de la détermination du Mouvement Anarchiste Clandestin de résoudre le problème de la libération du peuple, UNIQUEMENT PAR L'INTERIEUR, par le soulèvement de tout le peuple contre l'oppression de Franco ! Précisons également qu'il est de notoriété que le parti stalinien espagnol ne possédait en Catalogne et notamment à Barcelone, AUCUNE BASE MILITANTE, et enfin, qu'il ne faisait même pas parti du CENTRE UNIFIE DE LA RESISTANCE (F.A.I. — C.N.T. — U.G.T. — P.O.U.M.) qui serait, selon les dernières nouvelles, A L'ORIGINE DE L'INSURRECTION !

Le 14 mars, après les informations de la veille selon lesquelles un conseil extraordinaire du gouvernement franquiste s'était hâtivement réuni pour décider les mesures de répression sauvage qui furent appliquées à Barcelone, parvenait la nouvelle de L'ARRIVEE, PAR TRAIN SPECIAL, DES TUEURS DE LA GARDE CIVILE, DE LA MOBILISATION DE TOUTE LA FLOTTE FRANQUISTE CONTRE LE PEUPLE DE BARCELONE, DE L'ACHEMINEMENT HATIF VERS LES CENTRES MINIERES DES ASTURIES, OU L'INFLUENCE ANARCHISTE EST PREDOMINANTE, D'ELEMENTS DE TROUPE POUR PARER A UN SOULEVEMENT GENERALISE ! En outre, on soulignait qu'à Barcelone même, pour protester contre les arrestations de la nuit précédente, 150.000 OUVRIERS AVAIENT A NOUVEAU DEBAYE, paralysant toute la ville.

Mais, comme l'écrit Georges Altman dans le magnifique éditorial paru, le 13 mars, dans « Franc-Tireur », « Ne laissons pas notre émotion dépasser l'événement et notre espoir préjuger de l'avenir. Tel qu'il est, l'événement est sensationnel, lourd de conséquences, quoi qu'il arrive — que le peuple catalan fasse reculer l'Autorité sur la question de la hausse des prix et de la misère, qu'il soit amené à continuer ou à reprendre la lutte.

Venant à l'instant précis où l'impérialisme américain expédie à Madrid son premier émissaire officiel, la grève générale de Barcelone prend, sans conteste, une signification internationale. Si les travailleurs de Barcelone se sont soulevés, c'était précisément, en effet, pour protester contre la misère que nous maintient depuis treize ans un régime de castes et de militarisation.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la FEDERATION ANARCHISTE DE FRANCE, fidèle à son combat pour la paix et pour la liberté, appelle toute la population de ce pays, tous les travailleurs à porter secours au peuple espagnol martyrisé, à mettre tout en œuvre pour que s'affirme la solidarité prolétarienne, pour que cet exemple unique d'une grève générale de masse éclatant dans un régime de terreur, reste dans l'histoire, malgré la répression qui s'abat sur l'Espagne en ce moment, comme le symbole de L'ESPOIR D'UNE EMANCIPATION SOCIALE.

Le Palais Rose et le 3^e Front

REUNIS depuis le 5 mars au Palais Rose à Paris, les représentants américains, français, anglais d'une part, soviétique de l'autre, apportent au monde ouvrier leur savoir-faire pour analyser les causes de tension internationale et offrir les moyens d'y remédier. Ce fut tout d'abord des discours aimables où l'on entendait répéter par Jessup, le délégué amé-

ricain, que la « politique américaine est une politique de paix », tandis que Gromyko, délégué soviétique, pouvait assurer à son tour que la « volonté du gouvernement soviétique est une volonté de paix ». Touchante unanimité qui n'exclut pas pourtant les escarmouches actuelles au sujet des ordres du jour. « Notre ordre du jour, à nous soviétiques, est le plus complet, dit Gromyko, lui seul mérite d'être retenu. »

« Et le nôtre, de rétorquer alors le délégué américain, nous l'avons élaboré avec soin et nous nous sommes solidairement concertés, moi et mes deux collègues, avant votre arrivée... »

Au fait, que veulent ces diplomates ? Régler le problème allemand, le problème de la réduction des armements, pour améliorer les relations américano-soviétiques.

Mais il ne faut pas être grand clerc en la matière pour comprendre que ce que visent les uns et les autres, c'est de garder le contact, non pas pour bâtir la paix qu'ils pensent impossible, mais pour se servir de ces réunions comme de moyens destinés surtout à l'opinion publique mondiale.

Voyez-les se rejeter la balle, s'accusant réciproquement de nourrir des desseins sournois et belliqueux.

Lorsque le délégué anglais Ernest Davies demande à Jessup et à Parodi de donner satisfaction à Gromyko sur l'ordre du jour concernant la délimitation de l'Allemagne, afin d'éviter la rupture de la réunion des

suppléants des ministres des affaires étrangères, lorsqu'il invoque la maladresse qu'il y aurait de faire preuve d'intransigeance dans les négociations, ce qui aboutirait à « apporter de l'eau au moulin de la propagande soviétique », ne fournit-il pas la preuve qu'en fait ces diplomates ne se font aucune illusion sur l'issue de la Conférence ?

Mais il est vrai que les diplomates sont faits pour concilier les inconciliables et les stratèges pour détruire les conditions de l'inconciliable.

Il faut donner aux masses de tra-

vailleurs l'impression que les « politiciens qui dirigent les diplomates veulent avec ténacité la paix et s'il n'y a pas de réussite possible c'est que, vis-à-vis de l'opinion atlantique, Moscou est machiavélique et ne désire que l'infiltration dans tous les pays et l'utilisation de sa force armée intacte pour donner le coup de grâce, comme vis-à-vis de l'opinion soviétique, les banquiers américains et anglais, les poches bourrées de bombes atomiques n'ont qu'un désir : détruire la grande patrie « socialiste » le grand pays des « travailleurs ».

Ainsi, les représentants des deux blocs défendent à outrance leurs positions.

« Vous avez violé vos engagements dit le Département d'Etat à l'adresse du Kremlin, les troupes hongroises, roumaines, bulgares disposent d'un nombre d'avions et de types de chars crevant le plancher et le plafond limités par les traités d'amitié. »

« Vous expédiez des avions à réaction en Yougoslavie, vous avez créé des bases aéronavales en Grande-Bretagne, Espagne, Afrique du Nord, Turquie et Moyen-Orient », rétorque le Kremlin.

C'est ce qui explique que lors de la dernière séance Gromyko a vu rouge au Palais Rose.

Un fait reste certain, ces négociateurs en se rejetant réciproquement les causes des échecs dans les pourparlers enveniment la situation qu'ils

(Suite page 2, col. 5.)

MASSANA EST LIBÉRÉ

CEDANT aux impératifs de la justice élémentaire, sur l'intervention unanime de toutes les organisations antifascistes du pays, le Tribunal de Toulouse vient d'opposer une fin de non-recevoir à la demande d'extradition de Massana formulée par la clique franquiste : MASSANA A ETE IMMEDIATEMENT RELACHE.

Ainsi, notre action n'aura pas été inutile, un combattant valeureux est rendu à la liberté. Que ce succès enseigne à tous qu'il n'est jamais trop tard pour arracher une victime des mains des bourreaux !

VERS LA GRÈVE ILLIMITÉE DES TRANSPORTS PARISIENS

Si lundi prochain le Président Queuille persiste à refuser de satisfaire aux revendications des syndicats de la R. A. T. P., il ne sera plus possible aux dirigeants syndicaux d'empêcher le déclenchement d'une grève illimitée des transports parisiens. La grève d'avertissement qui eut lieu voici deux semaines a bien mis en relief le caractère particulier de l'action que mènent les travailleurs de la R. A. T. P. : c'est de la base, dans un climat d'unité, que le mouvement revendicatif est impulsé. Ce fait explique l'efficacité exceptionnelle de la grève d'avertissement qui a fait la preuve de l'unité du personnel. Pour la semaine prochaine, quelle que soit la décision des dirigeants du syndicat autonome (travail), il est à peu près certain que la cessation du travail sera encore plus générale.

D'ores et déjà, il semble que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs à la « direction » du pays, se refuse à résoudre les problèmes cruciaux qui se posent aux classes laborieuses. De même que l'on n'a pas donné satisfaction aux grévistes ouvriers de la boulangerie qui, en province, continuent leur action, de même que l'on a ignoré les revendications des mineurs et des cheminots, on ne voudra apporter aucune solution à la situation critique où se trouvent les travailleurs qui assurent chaque jour, malgré une organisation viciée par une super-bureaucratie, le transport de millions de Parisiens.

Nous ne voulons pour preuve de la mauvaise volonté gouvernementale que le dispositif déjà mis au point actuellement par le ministère du Travail pour parer au manque de moyens de transports dont lui-même sera le fautif. On envisage, en effet, les mesures suivantes :

- 1° Mise en service de camions militaires ;
- 2° Appel aux marins pour assurer le service des électriques dans les sous-stations du métro ;
- 3° Appel aux transports privés.

Ainsi, la lutte s'engagera, dès l'abord, sur la base de l'étatisation des « briseurs de grève » qui se promettent déjà un substantiel bénéfice. Le monde ouvrier, de son côté, bien que conscient de la légitimité de l'action des grèves, se verra directement brimé. Comment éviter ces obstacles ? Tout simplement en ouvrant aux côtés de nos camarades de la R. A. T. P. pour que, même sur une base fragmentaire, s'organise UNE ACTION GESTIONNAIRE, sous la forme même qui a permis aux revendications des tramontais de Marseille, il y a quelques années, et de Tokyo, plus récemment, d'aboutir : GRATUITE TOTALE DES TRANSPORTS JUSQU'À SATISFACTION ENTIERE !

Oui, une telle action est possible ! Elle a l'avantage inestimable de consolider la solidarité populaire, assurant aux grévistes le soutien de toute la population. C'est l'action de l'avenir, mais elle peut être déjà celle d'aujourd'hui !

LERINS.

N.B. — Les camarades et sympathisants métro-bus sont priés de se mettre en rapport d'urgence avec notre secrétariat régional. Ecrire : 145, quai de Valmy qui transmettra.

DANS LA RELIURE

Nos camarades de l'atelier Delagrave (reliure et pliage), de la rue de Valenciennes, ont été très vivement touchés par le licenciement du manutentionnaire Lebon, ancien déporté en Allemagne.

Les conditions dans lesquelles ce licenciement s'est effectué méritent d'être portées à la connaissance de tous les travailleurs de la corporation : chez Delagrave comme dans de nombreuses maisons, s'agit-il de contremaîtres hargneux et hydropiques qui ont fait leur carrière filé. Ces messieurs, aussi exigeants qu'ingénieurs s'arrogent le droit de disposer comme bon leur semble des travailleurs et de leur faire subir les caprices de leur humeur. Ainsi, rue de Valenciennes, le « contre-ouï » Guillot, H. H. au petit-pied, en véritable « mouche du coche » s'emploie à saboter le travail des employés pour brimer ceux-ci ensuite. Le mardi 6 mars, alors que l'ouvrier Lebon d'après ses fonctions, surveillait la réception du charbon Guillot lui ordonnait d'effectuer, sur l'heure, une autre tâche. Devant le refus de celui-ci, le contremaître éclata

en injures odieuses et déclara qu'il saurait mettre Lebon à la raison. Ce dernier, devant les menaces expressives du contremaître alla trouver le directeur M. A. Vallée qui naturellement opposa une fin de non recevoir aux prétentions légitimes. Là-dessus, pour se venger, Guillot congédia Lebon, sans autre forme de procès, sous prétexte d'insubordination. L'inspection du Travail refuse d'intervenir. Mme Turpin, déléguée plénière de la C.G.T., conseilla à Lebon « de s'en aller promptement ».

Les « travailleurs » de chez Delagrave s'arrogent le droit de disposer comme bon leur semble des travailleurs et de leur faire subir les caprices de leur humeur. Ainsi, rue de Valenciennes, le « contre-ouï » Guillot, H. H. au petit-pied, en véritable « mouche du coche » s'emploie à saboter le travail des employés pour brimer ceux-ci ensuite. Le mardi 6 mars, alors que l'ouvrier Lebon d'après ses fonctions, surveillait la réception du charbon Guillot lui ordonnait d'effectuer, sur l'heure, une autre tâche. Devant le refus de celui-ci, le contremaître éclata

BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

Le « Combat ouvrier » paru dans le « Lib » n° 248 mentionnait les revendications du Syndicat des cimentiers et maçons d'art de la région parisienne. Notre C.O. faisaient état de la situation de la nouvelle position de ce syndicat relative au travail à la tâche.

Nos camarades travaillant dans cette corporation et notamment Pierre Andon du S.U.B., nous ont demandé de préciser, ce que nous faisons volontiers, que s'il est vrai que nous ne pouvons que nous féliciter de la prise de position en faveur de l'échelle mobile, préconisée par nous depuis 15 ans, ainsi que celle portant sur une augmentation de salaires de 20 %. Il n'en reste pas moins que nous nous désolidarisons de la demande de majoration de 20 % sur les prix de mètres. Depuis 30 ans, nos militants n'ont cessé d'élever contre le travail au rendement et contre les tâches de toute espèce qui acceptent ce marchandage pour le plus grand profit du patronat. Aujourd'hui, comme hier, tous les syndicalistes dignes de ce nom doivent mener le combat contre le « Travail au rendement » et, dans cette tâche, nous nous désolidarisons de la C.G.T. du Bâtiment, qui met en cause les intérêts légitimes de toute la corporation.

ACCORD DES CHEMINOTS DE PARIS-EST

— Pour faire échec à une orientation tendant à la hausse des prix et au blocage des salaires qui créent la gêne et la misère dans les foyers des cheminots, pour faire obstacle aux mesures de démembrement de la S.N.C.F. qui se manifestent particulièrement sur leur région par des licenciements et des déplacements de personnel de service à service, les cheminots des syndicats cadres et exécutants C.G.T., C.F.T.C. et P.O. de Paris-Est déclarent :

— La convocation de la commission des conventions collectives, avec la participation de toutes les organisations syndicales les plus représentatives pour une remise en ordre des salaires et la garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile.

— Le maintien des avantages acquis ;

— La mise au point d'un programme économique comportant notamment la construction de logements pour le personnel, l'amélioration du matériel et des installations.

ERRATUM

Dans notre Message de Belgique, paru le 9 mars, s'est glissé une malencontreuse erreur. Au lieu de « De telles manœuvres ne sont destinées qu'à dresser les gens contre le seul impérialisme stalinien », il fallait lire « contre le seul impérialisme stalinien au profit de la Russie, où fleurit la liberté des camps de concentration et de la balle dans la nuque ». Nos lecteurs voudront bien nous en excuser.

ALGERIE.

Pour faire aboutir leurs revendications, les cheminots algériens font une grève d'avertissement de 24 heures.

BELGIQUE. — Grève des tramontais de Liège et de Mons qui exigent des salaires plus élevés.

— Grève des bateliers du port d'Anvers ainsi que des équipages des remorqueurs afin d'appuyer leurs revendications salariales.

ROUBAIX (Nord). — Les travailleurs des brasseries du Nord obtiennent 5 % d'augmentation. Les salaires notés vont de 123 à 145 fr. de l'heure plus une prime de 10 francs par hectolitre de bière vendue.

VILLERUPT (Meurthe-et-Moselle). — La magnifique grève des métallurgistes lorrains offre en exemple à l'ensemble des travailleurs du pays malgré les manœuvres de diversion et les mauvais arguments du secrétaire de l'Union départementale F.O. de Meurthe-et-Moselle, M. Peeters, qui prétend notamment : « La grève n'a pas été voulue par les ouvriers et c'est la terreur maintenue par les communistes empêche ceux-ci de protester ».

STRASBOURG. — Chez S.A.D.A.L. (Alimentation), les travailleurs obtiennent 10 à 20 fr. d'augmentation horaire.

LYON. — Chez Berliet, grève des ouvriers de l'atelier des traitements thermiques qui revendiquent.

VAUCLUSE. — Majoration de 15 % des salaires dans les conserveries et confitures du département de Vaucluse.

GRASSE (Alpes-Maritimes). — Pour appuyer leurs revendications les travailleurs des Etablissements Dumont (mécanique) se mettent en grève.

NICE. — Etablissements Michel, Réfection de Matériel roulant de la S.N.C.F. Après deux mois de boycott de la production, 5.000 francs sous forme de primes exemptes de retenue S. S. 6 à 13 francs d'augmentation horaire. Prime à l'ancienneté établie.

PAU. — Chez Lartigue-Dumas-Degan, les ouvriers de la tannerie demandent une augmentation horaire de 15 fr. et font une grève d'avertissement.

BOUDIGOT (Landes). —

Grève totale des ouvriers du fond dans les mines de la région de Boudigot. Les mineurs exigent : le paiement d'une prime de production pour janvier ainsi qu'une augmentation des salaires de fin octobre 1950.

BRETAGNE. — Alimentation de gros : Les salaires sont majorés de 10 %.

Conserveries : Augmentation de 9 à 11 fr. de l'heure pour les apprentis. Augmentation de 8,70 à 15 fr. de l'heure pour les autres catégories.

TRELAZE (Maine-et-Loire). — Les ardoisiers estiment que « le mouvement est venu de passer à l'action » et préparent un mouvement en vue d'améliorer leurs salaires.

BANLIEUE PARISIENNE

IVRY. — Les ouvriers des roulements à billes S.K.F. débrayent pour protester contre la direction dont l'intention est de diminuer la prime de production. Ici, l'attitude patronale est une démonstration de la nervosité des revendications basées sur le rendement.

Chez Stokvis, à Ivry, le personnel obtient une prime mensuelle de 1.000 fr. après plusieurs débrayages.

VITRY. — Chez Citam, les cimentiers obtiennent une augmentation moyenne de 100 fr. par jour après avoir fait pression et sur la direction et sur le syndicat du ciment et de la maçonnerie.

FONTENAY. — 10 % d'augmentation après une demi-journée de grève sont obtenus par les travailleurs de chez Marguillat.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Chez Renault, 200 ouvriers peints des ateliers 74-51 débrayent pour obtenir une augmentation des salaires, l'échelle mobile, la réduction des cadences et pour faire réintégrer un travailleur nord-africain licencié.

SURESNES. — A la S.I.P.A. les ouvriers outilliers obtiennent 5 fr. de l'heure d'augmentation. Le bureau d'études outillage revendique à son tour.

LEVALLOIS. — Chez Jaeger, deux ateliers débrayent contre les cadences et les machines à pointer. En outre, les travailleurs revendiquent 10 p. 100 d'augmentation et le versement de la prime de fin d'année.

PARIS

PARIS-15. — Chez Frigman, les travailleurs demandent une augmentation des salaires de 15 %. Refus de la direction.

PARIS-16. — Chez Juénin-Hanger, le personnel fait grève contre les salaires et le paiement des salaires et obtient finalement satisfaction.

PARIS-19. — A la Filère-Union, grève pour exiger 20 francs horaires en plus et trois semaines de congé payé.

ALIMENTATION. — 1. Industrie de la viande : a) Sa-

laison : Majoration des salaires de 7 %. Les minima de salaires horaires vont de 83 francs (manœuvres) à 126 fr. (ouvriers qualifiés).

BOYATRIE. Les nouveaux salaires vont de 92 à 115 fr. ; c) Boucherie de détail : Les salaires minima nouveaux vont de 4.080 à 5.320 fr.

2. Epicerie en gros et entrepôts : Rajustement des salaires de 6 à 8 %. Les salaires vont de 14.550 à 21.650 fr. et vont pour la 5^e catégorie vers les 24.500 fr.

3. Chocolaterie et confiserie : Selon les catégories, les minima sont respectivement de 81, 85, 88, 97, 110 et 120 fr. de l'heure.

4. Pâtes alimentaires : Les minima sont de 78, 82, 84, 93 et 104 fr.

COMMERCE DE DETAIL. — 1. Vendeurs, vendeuses : Les salaires minima mensuels sont fixés comme suit : 16.000 fr. moins d'un an dans la profession ; 17.000 fr., deuxième et troisième années ; 18.000 fr., quatrième et cinquième années ; 19.000 fr., vendeurs qualifiés ; 20.000 fr., vendeurs techniques ; 22.000 fr., vendeurs techniques.

2. Personnel nettoyage : 15.000 fr.

OUVRIERS BOULANGERS. — Grève totale de 48 heures des ouvriers boulangers qui demandent une majoration du salaire actuel qui est de 85 fr. de l'heure.

OUVRIERS TANNEURS. — Les ouvriers tanneurs et ceux de la pelletterie réclament une augmentation de 10 % provisoire et immédiate de leurs salaires.

INFORMATIONS DIVERSES. — A Suresnes, l'usine Talbot ferme ses portes. Le Conseil d'administration dépose son bilan.

A Paris, 17 ouvriers et ouvrières employés dans une fabrique de chaussures, rue de la Chapelle, sont intoxiqués par des émanations de gaz provenant de la tuyauterie en mauvais état du chauffage central. Quatre travailleurs sont transportés à l'hôpital. Deux sont gardés en observation.

Le Comité national de la S.F.I.O. a exprimé le vœu que les zones de salaires soient progressivement supprimées.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

En marge de la Conférence Nationale sur l'UNITÉ

L'ACTION GESTIONNAIRE, MOT D'ORDRE DE DEMAIN !

LORSQUE nous affirmons que le syndicalisme traditionnel est dépassé, voulons-nous dire que l'ensemble des conceptions et de l'action syndicales de nos aînés est à condamner ? Entendons-nous bien. Nous ne l'avons jamais prétendu. Bien au contraire ! Encore faut-il faire la distinction nécessaire entre le syndicalisme des Pouget, Sorel et Pelloutier, et le terme réformiste des leaders des grandes centrales, qui continuent à s'en réclamer sans scrupules.

Tous les principes contenus dans la Charte d'Amiens demeurent d'une brûlante actualité. Emile Pouget les résumait brièvement dans « La Confédération Générale du Travail » (page 26) : « L'idéal proclamé et poursuivi est la disparition du salariat et du patronat. Cette disparition ne peut être totale que si est totale l'élimination des forces d'oppression, concrétisées par l'Etat, et des forces d'exploitation, manifestées par le Capital ».

Condamnant la « collaboration », Pouget précisait sa pensée : « La Révolution est une œuvre de tous les instants, d'aujourd'hui comme de demain ; elle est une action continue, une bataille de tous les jours sans trêve, ni répit, contre les forces d'oppression... » (Le Parti au Travail, p. 13). Renvoyant nihilistes et réformistes dos à dos, Pouget insistait tout particulièrement sur la nécessité d'une action constante ayant comme but l'abolition du patronat et du salariat. Selon lui, les revendications et l'action syndicales devaient contenir en puissance les germes de la Révolution sociale, pour laquelle il luttait. C'est en ce sens que nos conceptions sont solidaires de celles de Pouget. Notre objectif étant l'émancipation totale des travailleurs, nous nous attachons à définir les revendications propres à la classe ouvrière et paysanne et les méthodes de combat qui mènent — sans détours — vers cet objectif. Voilà pourquoi nous avançons qu'une révision des méthodes, — et non des principes — du syndicalisme est indispensable.

L'arme avec laquelle les travailleurs sont obligés de compter est la grève — grèves partielles, grèves perlées, grèves sur le tas, grèves générales ; toutes ont subi au cours de l'histoire du syndicalisme de profondes modifications. Les tentatives furent plus ou moins concluantes. De ces expériences, nous devons savoir tirer le maximum. Nous ne

nions pas que la grève générale puisse, dans des circonstances données, être victorieuse. Mais ajoutons que cette victoire dépend du contenu qui est donné à la grève générale. Si elle a pour mobile une augmentation superficielle des salaires, il n'est pas douteux que la victoire ne soit en définitive qu'un triste échec, accentuant le recul de la classe ouvrière, qui ne tardera pas à revenir de ses illusions, consolidant la thèse « réformiste » et amoindissant le pouvoir d'achat des travailleurs. Et tout est là ! A la « réforme » que tenta de théoriser Léon Jouhaux, nous opposons la « plateforme » de contenu révolutionnaire. Qu'on ne nous dise pas qu'il s'agit là d'une querelle de mots. Ce sont toutes les conceptions du syndicalisme, de la lutte de classes qui sont mises en cause. La réforme, c'est la collaboration accommodante et régressive, avec les forces d'exploitation. Le « réformisme » est symbolisé par les accords Matignon, le Front Populaire, les accords du Palais-Royal, les conventions collectives et, dans une large mesure, les comités d'entreprise (1), le « minimum vital », le conseil économique, l'association Capital-Travail et la Sécurité sociale. Autant de dupes, dont la faiblesse n'est plus à démontrer.

Nous savons qu'il existe de nombreux réformistes sincères, qui opposent à une révolution hypothétique la satisfaction immédiate d'une partie des revendications prolétaires. Ceux-là, en dépit de leur honnêteté, de leur bonne volonté, se font des illusions. Illusions coupables, dangereuses, car elles poussent les travailleurs vers l'égoïsme, le nihilisme, contre lequel nous sommes aujourd'hui contraints de combattre. C'est de cette origine qu'est née la « masse » des inorganisés. Ce n'est pas en lui faisant des sourires hypocrites, ce n'est pas en lui donnant quelques places dans les commissions ou délégations, que l'on ra-

mènera cette masse à l'action syndicale ; mais en insérant dans cette action un véritable contenu révolutionnaire. Qu'importe si les syndicalistes révolutionnaires sont une minorité. Aurait-on oublié

RÉSOLUTION SUR L'UNITÉ

La Conférence Nationale... a démontré la possibilité d'une libre et démocratique confrontation entre les militants syndicalistes de toutes tendances : C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.N.T., Autonomes, F.E.N., Inorganisés, etc.

La Conférence estime avoir réalisé les objectifs assignés à ses débats :

a) L'objet de la Conférence est de susciter une rencontre entre militants de toutes tendances et travailleurs inorganisés aux fins de débattre les problèmes de l'Unité et de la Démocratie syndicales.

La Conférence a démontré qu'il était possible de : « surmonter le sectarisme, les opinions a priori, les cadres stricts des organisations syndicales telles qu'elles sont aujourd'hui, qui interdisent les confrontations indispensables à la juste définition des intérêts ouvriers ».

En conséquence, la Conférence estime possible de créer un comité national de liaison pour l'Unité appuyé sur des comités de liaison à tous les échelons, ou chaque militant gardant sa complète autonomie ; l'organisation apportera sa contribution à la réalisation de toutes revendications unies et victorieuses.

La Conférence fait siens les points suivants, qui guideront l'activité des Comités de liaison :

a) Indépendance à l'égard de tous les partis politiques et des gouvernements et Etats ;

b) Démocratie dans les syndicats et les entreprises (adoptée à l'unanimité moins trois abstentions).

RESOLUTION SUR LE COMITE NATIONAL DE LIAISON

Etant donné le temps limité consacré à la discussion, la conférence estime qu'après un travail d'organisation préalable, seront convoquées de nouvelles assemblées nationales ou régionales, dans un approfondissement concret des questions débattues et la mise au point des résultats obtenus. Dans le cadre de la résolution il est proposé :

a) Nomination du Comité national pour l'Unité. Le Comité National sera composé des :

a) Représentants de province désignés par les comités de liaison régionaux ;

b) Représentants de toutes tendances désignés sur la base corporative par les comités de liaison corporatifs ;

c) Le Comité National de liaison se réunira une fois par trimestre, en principe ;

d) Un comité restreint, composé des membres parisiens du Comité National, se réunira entre les sessions du Comité National, sur convocation du bureau (adoptée à l'unanimité).

l'importance des minorités agissantes ? Mieux vaut une minorité consciente et dynamique qu'une majorité, qu'une masse inconsistante de suiveurs, proie facile pour les bureaucraties syndicales et les politiciens.

Le « platformisme » c'est, au contraire, la lutte contre la hiérarchie des salaires, la suppression du travail aux pièces, la réduction des horaires de travail, l'action gestionnaire. Revendications qui ébranlent la structure sociale, qui minent les fondements du pouvoir, et qui constituent dans leur ensemble une étape, une plateforme vers l'émancipation des travailleurs. Il reste à déterminer les moyens susceptibles de faire aboutir ces revendications. C'est là qu'intervient, avec son implacable logique, la GREVE GESTIONNAIRE. En dépit des scepticismes, la grève gestionnaire fait son chemin. Elle a ses partisans, ses adversaires, mais tous croient devoir en examiner l'esprit. A Force Ouvrière, à la F. N. S. A., à la C. G. T. même, la grève gestionnaire fut discutée, sous l'impulsion de nos militants, dans les syndicats. La réflexion du camarade Lecomte, syndiqué C. G. T., dans le « l'Unité » du 4 mars 1951, selon lequel : « ...développer des arguments sur la grève gestionnaire à F. O., c'est le comble de la rigolade... », ne nous paraît pas sérieuse. Nous n'avons jamais eu l'espoir de convaincre Jouhaux ou Bothereau de l'importance de la grève gestionnaire (2). Mais tout autre est notre travail auprès des militants de cette centrale, et pas seulement de celle-ci. Travail constant, qui permet, entre autres, aux postiers de Lyon de prévoir les modalités pratiques et de détails d'application de l'action gestionnaire, et à Fernand Robert, pour les cheminots, d'y consacrer une brochure. Certes, il y a quelques imperfections. La formule n'en est qu'au premier royaume. Mais à force d'études et d'expériences, l'action gestionnaire s'affirmera comme une des méthodes de combat les plus efficaces de demain.

JOE LANEN.

(1) Les Comités d'entreprises, valables dans leur esprit : le contrôle ouvrier, furent des institutions réformatrices, dans la mesure où leurs fonctions étaient limitées par le cadre d'une législation étroite, définissant leurs rôles par l'essentiel : amélioration de la production et « suggestions » pour l'affectation et la répartition des bénéfices.

(2) Nous pourrions prendre le cas des déclarations de Lecomte, en insistant qu'il perd son temps à développer des arguments sur le contrôle ouvrier et la grève gestionnaire et la démocratie dans la C.G.T. dirigée par Frachon. Mais nous ne commettrons pas la stupidité de confondre l'action auprès de la base avec les attitudes envers les bureaucraties, aussi bien F. O. que cégétiste. Nous ne saurions trop recommander au camarade Lecomte plus de circonspection.

LE COMBAT PAYSAN

Les paysans de Tavaux (Jura) n'acceptent pas les bombardiers

Expropriés de leurs terres à blé, les paysans de Tavaux et de Gevry voient avec de plus en plus d'inquiétude les préparatifs d'aménagement d'une base aérienne sur leur sol.

On sait que les expropriations se font en théorie au profit de la collectivité. C'est sans doute cette saine conception qui a conduit le gouvernement à vouloir faire pousser des bombardiers où poussait le blé.

35 kilomètres de pistes cimentées avec un appareillage ultra-moderne (rampes au sodium, station radar, etc.) sont prévus par l'Etat dans le but de faire de Tavaux une des premières bases de France.

Les paysans, eux, ont un point de vue légèrement différent et c'est en nombre qu'ils sont allés arracher les piquets qui jalonnent les futures pistes.

Sans doute la base aérienne se fera mais il est bon que l'Etat sache qu'il y a toujours des réfractaires.

Les gémisseurs de la forêt de Gascogne obtiennent 25 %

C'est par la menace d'une grève qui s'annonçait déjà spectaculaire que les 15.000 travailleurs de la forêt de Gascogne ont fait plier les propriétaires ainsi que les ministères des Finances et des Affaires économiques.

La rémunération des résiniers passe maintenant de 20 à 25 fr. 50 pour chaque litre de résine récoltée. Cependant cette victoire ne constitue qu'un premier pas vers un meilleur salaire qui doit être attaché à l'Etat comme aux propriétaires.

Les ouvriers agricoles de l'Oise revendiquent

Faisant pression sur leur syndicat les ouvriers agricoles de l'Oise revendiquent une augmentation de salaires de 12 fr. de l'heure, la suppression des abattements de zone, l'échelle mobile

et la signature de la convention collective.

Augmentation des salaires agricoles dans les Bouches-du-Rhône

Les salaires sont fixés comme suit dans le département :

Ouvriers agricoles, servants de ferme, cuisiniers : zone 1 : 72 fr. de l'heure, 576 fr. par jour, 13.200 francs par mois ; zone 2 : 65 fr. 15 de l'heure, 521 fr. par jour, 11.850 francs par mois.

Ouvrier ordinaire, vacher, porcher : zone 1 : 85 fr. de l'heure, 680 fr. par jour, 15.600 fr. par mois ; zone 2 : 77 fr. de l'heure, 616 fr. par jour, 14.000 fr. par mois.

Premier charretier, conducteur de tracteur, tailleur de vignes : zone 1 : 98 fr. 25 de l'heure, 786 francs par jour, 18.000 fr. par mois ; zone 2 : 83 fr. 90 de l'heure, 711 francs par jour, 16.155 fr. par mois.

Le prix de la nourriture est fixé à 187 fr. par jour en zone 1, et 176 fr. par jour en zone 2.

Ces salaires sont entrés en application à dater du 1^{er} février 1951.

La zone 1 comprend la Camargue et la région d'Arles, et la zone 2 le reste du département. ...et dans la Marne

Une augmentation de 20 % des salaires a été obtenue par les ouvriers agricoles. Les nouveaux salaires s'établissent comme suit :

	1 ^{re} zone 2 ^e zone		1 ^{re} zone 2 ^e zone
Bonnes	52 »	52 »	
Hommes à toutes mains	57 »	56 »	
Charretier 1 ^{er} éch.	62 »	60 »	
Charretier 2 ^e éch.	66 »	61 80	
Conducteur de tracteur	66 »	61 80	
Vacher, berger	70 80	66 »	
Charron, mécan.	72 60	68 40	
Chef de culture	79 80	74 40	
Régisseur	88 80	83 40	

Prix à la journée de la nourriture : 172 fr. du logement : 8 fr.

Tous les avantages obtenus antérieurement à l'accord restent acquis.